« Le Parisien » du vendredi 12/10/12

Plaintes : des agents de la maison de retraite au conseil municipal

Le cas de la maison de retraite Les Lilas s'est invité mercredi soir au premier conseil municipal depuis la rentrée à Vitry-sur-Seine. Une vingtaine d'agents et quelques représentants des familles de cet établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ont distribué des tracts à l'entrée de l'hôtel de ville pour faire part de leur désarroi.

L'Ehpad, déjà théâtre d'un conflit social débuté il y a plusieurs mois, est visé depuis septembre par deux enquêtes judiciaires : l'une concerne des faits supposés de maltraitance, l'autre des actes de viol sur une résidante âgée par un individu extérieur à l'établissement. Pour les agents, la révélation de ces enquêtes « salit la réputation de l'établissement. On a demandé à la direction de faire un démenti, mais ils ont refusé parce que ça les arrange ».

Ils dénoncent un manque de pilotage de l'Ehpad

Ces affaires surviennent dans un contexte social tendu, une partie des agents dénonçant un manque de pilotage de la maison de retraite. « On se sent abandonnés, lance une salariée de l'Ehpad. Et la nouvelle direction ne change rien du tout. » « On demande toujours l'intégration, c'est-à-dire le passage sous un statut de fonctionnaire des agents, explique Barbara Filhol, responsable CGT à l'Ehpad. Pour l'instant on n'a pas avancé. »

Si elle est entrée dans la mairie sans les saluer, l'adjointe aux personnes âgées, Fabienne Lecorre, qui préside le conseil d'administration de l'établissement, a eu l'occasion de répondre aux salariés de l'intérieur. « Dès les premières difficultés j'ai suivi quotidiennement la situation dans l'établissement », a souligné l'élue, tout en appelant à ne pas confondre son rôle avec celui de directeur de l'établissement.

Justement, depuis le 18 septembre, un nouveau directeur, Richard Tourisseau, a été nommé à la tête de l'Ehpad des Lilas par l'agence régionale de santé (ARS). « Une directrice adjointe a été nommée pour compenser le mi-temps thérapeutique du directeur adjoint », précise Fabienne Lecorre, qui assure également avoir « une piste sérieuse pour recruter un cadre de santé ».

« Je pense qu'on tient le bon bout, estime le maire (PC), Alain Audoubert. Il y a eu des choses graves et il y a un moment où j'ai cru que j'allais devoir demander à l'ARS la fermeture de l'établissement. » Il demande seulement à ses élus « de ne pas mettre de l'huile sur le feu, parce qu'on a besoin de restaurer la confiance et de recruter des gens ».

L.M.